



Déclaration préalable des élus de la FSU au CTSD des Yvelines **Jeudi 16 juin 2022**

Ce CTSD se tient quelques jours après le premier tour des élections législatives, dont les résultats indiquent la volonté d'une part importante de l'électorat d'en finir avec les politiques anti-sociales et libérales menées durant le quinquennat d'Emmanuel Macron et d'un élan de soutien aux projets progressistes, porteur de progrès social, de réduction des inégalités et d'amélioration des conditions de vie de tou-tes par la redistribution des richesses. Les réactions à l'élimination dès le premier tour de Jean Michel Blanquer sont le signe d'un rejet massif, notamment parmi les enseignants, des politiques éducatives régressives mises en œuvre par l'ancien ministre. En tant que personnels de l'Éducation Nationale, l'abstention élevée chez les jeunes, combinée à la progression de l'extrême droite suscite nos plus vives inquiétudes, alors que l'éducation à la citoyenneté et au vivre ensemble font partie des missions fondamentales de notre école.

L'Éducation Nationale, victime de cinq années de réformes éducatives profondément inégalitaires, de la casse des statuts de la fonction publique de la dégradation des conditions de travail, et de la poursuite de diminution des moyens dans un contexte de hausse démographique, marquée par une crise sanitaire sans précédent, sort exsangue du quinquennat Macron. En témoigne la crise de recrutement qui touche désormais tous les catégories de personnels de l'Éducation Nationale. Au lieu s'attaquer aux causes réelles de la crise de recrutement, (salaires insuffisants, réforme ubuesque du concours, dégradation des conditions d'entrée dans le métier), la Rectrice de l'Académie de Versailles organise un job-dating qui permettra peut être de recruter quelques personnels, placés dès la rentrée devant des élèves sans qu'on leur ait appris à exercer leur métier. Il ne suffira sans doute pas à compenser les quelque 2000 postes d'enseignants, CPE, AESH, médecins, infirmières, psy-En manquant à l'appel. Les mesures nécessaires pour redonner de l'attractivité à nos métiers sont pourtant bien connues : augmenter le nombre de postes aux concours, améliorer les conditions de travail, notamment en allégeant les effectifs par classe, réévaluer le point d'indice, revaloriser les grilles de salaires de tous les personnels de l'éducation dont les métiers sont majoritairement exercé par des femmes, en particulier les plus précaires et les moins bien payés, les AED et les AESH, attribuer le complément de traitement indiciaire promis par le gouvernement précédent aux personnels de santé et du service social lors des accords du Segur et de la conférence des métiers de l'accompagnement social et médico-social. Si ce procédé a permis de recruter des personnels que l'on n'arrivait pas à recruter via Pole Emploi, cela doit nous rappeler que dans les métiers de contact, le présentiel est essentiel dès le recrutement et ne peut être remplacé par des algorithmes et écran interposé qui éloignent les possibles intéressés des postes proposés. Cela doit faire réfléchir sur le tout numérique qui ne fait que se développer dans les démarches pour les personnels et les familles et éloignent de plus en plus chacun de ses droits. Les difficultés avec C'midy en sont un exemple.

Parmi les sujets de mécontentement de nos collègues en cette fin d'année figurent également les conditions d'organisations de la session d'examens 2022 : conditions de correction dégradées par la dématérialisation des copies, problèmes techniques de numérisation et d'anonymisation, délais de correction des copies, intenables, tripatouillage des notes par les corps d'inspection sans consultation des correcteurs, convocations multiples ou session d'oraux de langues organisées avec un nombre excessif de candidats par jour, dans un contexte où les cours ne sont pas terminés ... Ces nombreux dysfonctionnements marquent à la fois un mépris pour le travail effectué par les correcteurs et examinateurs et sont cause de rupture d'équité de traitement des candidats. En collège, l'organisation locale du DNB confronte les enseignants à des situations où on leur demande de faire passer des oraux sur temps libre sans compensation financière sous forme d'HSE ou d'indemnité de jury d'examen. Qu'il s'agisse des oraux DNB ou des autres épreuves d'examen, ces indemnités indigentes sont la marque du manque de considération du ministère qui

refuse de prendre en compte la charge de travail importante demandée aux correcteurs et examinateurs.

Venons en à l'ordre du jour de ce comité technique, la répartition des moyens médecins, infirmiers et assistants de service social à la rentrée scolaire 2022 et les moyens assistance éducatives. Nous remercions les personnels des services pour le travail de préparation des documents concernant les moyens assistance éducative, comme toujours de qualité. Nous déplorons cependant la transmission tardive de ces documents, moins de 48 heures avant le groupe de travail, ce qui nous contraint à travailler dans la précipitation, sans avoir le temps de contacter les collègues que nous représentons, et ne favorise pas un dialogue social de qualité lors du Groupe de Travail. Pour ces raisons, nous souhaitons que les situations portées à notre connaissance entre le GT et le CTSD puissent être examinées avec toute l'attention requise. Nous regrettons également de ne pas eu de nouveau cette année, malgré nos demandes répétées, de transmission préparatoire d'éléments d'information concernant les moyens médecins, infirmiers et assistants de service social, ce qui ne nous permet pas de nous tourner vers les élus des personnels de ces différentes catégories pour porter leur parole dans cette instance.

Nous émettons par ailleurs des réserves sur la pertinence des barèmes académiques utilisés pour répartir les dotations. Nous nous interrogeons sur le sens que peut avoir un barème englobant les personnels de direction, les CPE et les AED, catégories de personnels ayant chacun des missions essentielles et non interchangeables. Concernant le barème académique AED : nous souhaitons tout d'abord que les critères utilisés, ainsi que les écarts au barème de chaque établissement soient portés à la connaissance des élus des personnels. Nous attirons votre attention sur le manque de fiabilité de l'indicateur 'nombre de demi-pensionnaires'. D'une part car les effectifs sont largement sous estimés en raison de l'épidémie de Covid 19 qui a conduit les chefs d'établissement à demander aux familles de faire autant que possible déjeuner leurs enfants à la maison. D'autre part car les effectifs sont devenus fluctuants en raison des systèmes de facturation complexes mis en œuvre par les prestataires de services. Pour les lycées professionnels et polyvalents, nous rappelons la nécessité de prendre en compte les apprentis dans le calculs des effectifs.

Enfin si nous ne contestons pas le principe d'un barème transparent, permettant de mieux répartir les moyens sur la base de critères objectifs, le travail de répartition effectué ne pourra aboutir à un résultat satisfaisant que dans le cadre d'une enveloppe suffisante pour répondre aux besoins de tous les établissements concernés, et non par simple redéploiement au sein d'une enveloppe globalement insuffisante. Par ailleurs, nous vous le disions déjà l'an dernier, l'attribution des moyens AED au 10^{ème} d'ETP, que notre département est le seul de notre académie à pratiquer, pose de nombreux problèmes : la multiplication des temps partiels et donc des salaires partiels, accroît les difficultés de recrutement, déstabilise les équipes lorsqu'il faut revoir les quotités de service à la baisse, ou lorsque que les personnels démissionnent en cours d'année au profit d'un autre emplois moins précaire et mieux payé.

Dans un contexte où les besoins sont accrus, du fait de la hausse démographique d'une part et des conséquences à long terme de la crise sanitaire les retraits de moyens sont perçus comme injustes pour les établissements concernés. Plusieurs établissements ont adopté des motions en conseil d'administration, se sont adressés par courrier à Monsieur le Directeur Académique pour faire part de leur besoin de davantage de moyens ou de leur incompréhension face aux retraits de moyens AED ou de postes de CPE. Il n'est anodin qu'alors que dans une période de fin d'année traditionnellement chargée, plusieurs de ces courriers aient recueilli en quelques jours des dizaines de signatures. Cela témoigne d'un soutien largement partagé à ces demandes, pour la plupart dans des établissements dont le climat scolaire n'est pas d'ordinaire particulièrement tendu. Les personnels vous expriment, tout simplement, Monsieur le Directeur Académique, leur mécontentement que le travail quotidien devant être effectué auprès des élèves pour les accompagner et assurer leur sécurité ne puisse plus être accompli de manière satisfaisante sans leur attribuer davantage de moyens.

Au sujet des postes de CPE : nous saluons l'attribution de moyens provisoires à 11 collèges sous forme de rompus de temps partiel ou de berceaux stagiaire. Nous rappelons néanmoins que ce sont des moyens pérennes dont les établissements ont besoin. Nous soulignons la nécessité de prendre en compte les étudiants de BTS et CPGE, dont le suivi représente une charge de travail supplémentaire pour les CPE. Nous rappelons enfin la demande du SNES, que tous les établissements soient dotés d'un CPE par tranche de 250 élèves.

Concernant les AED, il est nécessaire de rendre plus attractif le métier d'AED par une revalorisation salariale, un temps de travail permettant de concilier poursuite d'étude et passation des examens, et, pour améliorer les conditions de travail de toutes les vie scolaire la mise en place de moyens de remplacement permettant de compenser toutes les absences. Un simple dispositif d'urgence telle que nous l'avons connu durant la crise sanitaire ne peut suffire à répondre aux besoins de remplacement permanents.

Nous saluons les ajouts de moyens AED accordés à plusieurs établissements signalés lors du GT mais ne comprenons pas que cela doive se faire au prix de retraits de moyens dans d'autres établissements, en particulier les lycées Villon, Rostand et Blériot, dont nous connaissons les besoins importants. Nous relevons que les ajustements effectués par rapport au projet présenté en groupe de travail demeurent marginaux. Ils aboutissent, par rapport au projet présenté en juin 2021, à une baisse des moyens de 11 ETP en collège et une hausse de 5,8 ETP en lycée – une goutte d'eau par rapport à l'ampleur des besoins. Nous vous le disons avec tout le respect que nous avons pour le travail rigoureux effectué par les gestionnaires de la DOS : nous avons la sensation croissante que quelque que soit l'écoute que vous voulez bien nous accorder, la pénurie de moyens réduit le travail des instances à une parodie de dialogue social et qu'une amélioration significative des conditions de travail de nos collègues ne pourra advenir, si les mêmes politiques sont menées, que par le rapport de force. Nous nous préparons à une rentrée sous tension, combative et dans la rue.

Pour toutes ces raisons, nous appelons les représentants des personnels élus au CTSD à voter contre le projet de répartition des moyens assistance éducative présenté par la DSDEN des Yvelines.

Monsieur le Directeur Académique, Mesdames, Messieurs les membres du CTSD, je vous remercie.